

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai dit à la Chambre il y a quelques jours que toute la question de l'avenir des contrôleurs de la circulation aérienne était à l'étude, et qu'elle serait sans aucun doute discutée lorsque je m'entretiendrai avec eux.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

RAPPORT ERRONÉ D'AFFILIATION POLITIQUE

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. On m'a signalé que jeudi dernier dans un journal de Calgary on me qualifiait de député libéral d'Athabasca.

Une voix: Quelle insulte!

L'hon. M. Hees: C'est de la diffamation; poursuivez-le en justice.

M. Yewchuk: Monsieur l'Orateur, je tiens à ce que le pays et les députés sachent que je m'oppose à pareille déformation de ce genre des faits; à mon avis elle est dérogatoire, provocante, incendiaire, extrêmement insultante et elle relève du journalisme à sensation.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je dirais que le député aussi enfreint le Règlement.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA POMME DE TERRE—LES EXPORTATIONS AUX ÉTATS-UNIS DES PRODUITS DU NOUVEAU-BRUNSWICK ET DE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Agriculture si notre gouvernement s'est entretenu avec celui des États-Unis pour que les pommes de terre de l'Île du Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick entrent temporairement aux États-Unis sous un régime de tarif plus favorable, vu le marasme de l'industrie de la pomme de terre.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai eu un entretien vendredi dernier avec M. Hardin, le nouveau secrétaire à l'agriculture des États-Unis, afin de faire sa connaissance. Je ne saurais révéler les détails de cet entretien, mais mon honorable ami peut être assuré que nous avons discuté un certain nombre de questions au sujet desquelles des instances m'avaient été présentées à la Chambre.

LE MAINTIEN DES DROITS D'IMPORTATION SUR LES FRAISES

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser au ministre du Revenu national une question intéressante.

[M. Osler.]

sant l'agriculture. A-t-il eu l'occasion d'examiner les instances présentées il y a trois semaines environ, par la fédération de l'agriculture de la Colombie-Britannique concernant le maintien en 1969 des droits d'importation sur les fraises? A quelle date pense-t-il pouvoir communiquer à la Chambre sa décision à ce sujet?

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, j'examinerai la chose. Je ne me souviens pas exactement de la situation.

LES MÉDICAMENTS

L'AUTORISATION DE VENDRE LE RESPIRIN AU CANADA

M. Paul St-Pierre (Coast Chilcotin): Monsieur l'Orateur, d'après des nouvelles parues dans les journaux au sujet du médicament Respirin, ce composé inédit peut guérir ou atténuer non seulement des maux respiratoires, mais aussi les affections des bossus par devant et par derrière ainsi que la débilité mentale, et des sénateurs et des députés seraient au nombre de ceux qui auraient obtenu des guérisons sensationnelles. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social peut-il dire pourquoi son ministère a autorisé à nouveau la vente de ce médicament breveté au Canada alors qu'on lui attribue des succès aussi douteux?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES INONDATIONS

TERRE-NEUVE—LES DÉGÂTS SUR LE LITTORAL OUEST

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, le ministre des Transports a-t-il reçu des instances du gouvernement terre-neuvien concernant les dégâts que les inondations ont causés aux habitations, aux écoles et aux installations de pêche des collectivités du littoral Ouest de Terre-Neuve? Si oui, a-t-on pris des mesures pour enquêter sur ces dégâts afin d'empêcher qu'ils se reproduisent?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas eu connaissance d'instances de ce genre. Je vais m'occuper volontiers de la chose et donner une réponse plus tard.

LES COMMUNICATIONS

BELL CANADA—LES RAPPORTS AVEC LA NORTHERN ELECTRIC

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, le ministre des Transports est-il au courant du refus opposé par le vice-président